



COMPTE-RENDU ATELIER #7 MÉTIER DE L'IMAGE

FORUM DU CINÉMA LYONNAIS - 20 SEPTEMBRE 2019

Attention : Ce document est une restitution des échanges entre les participants à l'atelier nommé ci-dessus. Il a uniquement vocation à partager cet échange. Ainsi, les propos qui suivent restituent un débat entre professionnels à un instant précis avec leurs connaissances des problématiques. Les opinions exprimés ne doivent être sorties de ce contexte et en aucun cas engager la responsabilité de l'équipe d'organisation du Forum du Cinéma Lyonnais ou celles des participants à cet atelier.

Médiateur :	- Maël André	Fondateur, Gérant – Indie Location
Experts invités :	- Pierre-Loïc Precausta	Directeur – Lumières Numériques
	- Benjamin Gonçalves	Chef Opérateur

Corps de métier représentés :

- Chef opérateur image / Directeur de la photographie
- Cadreur
- Électricien éclairagiste
- Assistant caméra
- Machiniste
- Monteur
- Étalonneur
- Pôle Emploi

Première problématique :

“Est-il difficile de travailler localement dans l'industrie cinématographique, et plus particulièrement sur des longs-métrages de fiction ?” :

Il a été soulevé la nécessité de développer des sociétés de production de longs-métrages de fiction sur le territoire. En effet, les intervenants ont tous constatés la quasi-absence de société de production de longs-métrages de fiction dans la région.

Tout le monde s'interroge sur l'absence de structures sérieuses dans le domaine.

Il est important aussi de constater 3 types de production de fiction extrêmement distincts :

- La production de courts-métrages bénéficiant d'un numéro d'agrément du CNC et débloquent, en phase de production, des aides régionales (Région Auvergne Rhône-Alpes). Ces projets régionaux, malheureusement assez rares en comparaison avec d'autres régions, permettent de faire travailler les équipes locales (cf. Plus de Prod) mais sont très difficiles à amorcer pour des structures plus modestes (grosses



difficultés à monter des dossiers qui passent les commissions et complexité administrative qui demande une très grande/longue expérience) ;

- La production de longs-métrages de fiction bénéficiant des aides régionales (Auvergne Rhône-Alpes Cinéma), où une majorité des longs-métrages produits viennent de Paris, avec des chefs de poste parisiens. Sur ces productions, les équipes locales sont rarement sollicitées (ou en renforts, mais presque jamais en chefs de poste), ni même les studios de post-production.
- Les productions "*Cinéma Guérilla*" et auto-production de fictions courtes. Là, les collectifs, associations, regroupements de structures diverses et variées sont légions et permettent d'entretenir une vive animation culturelle, principalement sur Lyon. Mais ces productions ne font pas manger...

Comme dans d'autres corps de métiers liés au cinéma, les frontières entre chacun de ces 3 types de productions cinématographiques sont minces, mais souvent infranchissables.

Il a été relevé la nécessité de trouver un moyen pour les structures régionales de participer à la promotion des films locaux. Une liste de constats cherchant à expliquer la précarité des postes de techniciens sur des longs-métrages de fiction a émergé durant cet atelier, dont les principaux points sont les suivants :

- Il existerait un problème de statut lié à Auvergne Rhône-Alpes Cinéma qui fonctionne comme une co-production dont l'intérêt, inhérent à sa fonction, ne serait pas la promotion des équipes ni des projets locaux mais bien à ne pas prendre de risques en investissant dans des projets parisiens dont la rentabilité est presque assurée. Donc pour les techniciens lyonnais, cette structure n'aide en rien l'émergence de projets locaux portés par des équipes locales.
- Il existe un gros problème de synergie à Lyon dû au fait que la ville n'a pas la nécessité de communiquer sur l'industrie cinématographique. La ville se repose principalement sur le patrimoine cinématographique (Institut Lumière, Festival Lumière etc.) et s'assure déjà une rentabilité économique (historique) notamment par le biais des groupes pharmaceutiques implantés dans la métropole. Elle ne gagnerait rien de plus, sur le plan économique comme sur le plan du prestige, à favoriser l'essor de l'industrie cinématographique.
- Il existe beaucoup trop d'écoles de cinéma et audiovisuelles sur Lyon (dont la très grande majorité privée) comparativement à l'offre d'emploi en sortie d'études. De ce fait, très peu d'établissements garantissent, par leur prestige, un développement professionnel sur les premières années d'expériences.
- Sur Paris, l'image des techniciens lyonnais est biaisée pour 2 principales raisons (qui ont été mentionnées par un bon nombre de participants) :
 - Les centres de formations et les sociétés de production sont persuadés, pour la plupart d'entre elles, qu'il n'existe pas d'établissements de qualité formant les techniciens aux métiers du cinéma sur Lyon.



- En complément des études, il est souvent nécessaire, voir indispensable pour les techniciens de l'image, de compléter ses acquis par des formations et certifications tierces. Sur Lyon, il n'existe malheureusement pas de structures correctes pour dispenser ces compléments (habilitation électrique spécifique à l'environnement audiovisuel par exemple).
- L'image de Lyon est ternie par les affaires concernant les Studios 24 (beaucoup trop chers, absolument plus adaptés pour le cinéma et rarement employés dans cette perspective). Les productions parisiennes préféreraient donc, aux dires des participants, se tourner vers d'autres studios, à Paris comme dans d'autres régions.

Première conclusion :

2 groupes ont clairement émergé du débat, opposant (de manière toute relative) 2 façons de répondre à cet état des lieux :

- Le premier groupe ne cache pas une évidence équivoque que le cinéma, en tant que production locale, industrie créatrice d'emplois, n'existe purement et simplement pas sur Lyon. Du témoignage de chefs opérateurs et chefs électriciens expérimentés, la seule manière de changer la forme précaire des métiers de l'image sur Lyon est de se rendre suffisamment mobile pour travailler sur Paris. Tout simplement.
- Le deuxième groupe garde espoir qu'il reste beaucoup d'initiatives à concrétiser pour que la production de longs-métrages existe localement. Cela passerait par des formes de protectionnisme régional, des structures nouvelles permettant de passer outre la Commission du Film Rhone-Alpes et de lever des fonds sans être obligés de passer par Auvergne-Rhone-Alpes Cinéma. Des procédures parallèles, plus indépendantes, à l'image de modèles de productions étrangères.

Seconde problématique :

“Comment appréhendons-nous l'image à une époque de révolution numérique où les moyens de prises de vues se sont démocratisés et les formats multipliés ?” :

- D'un côté, il est devenu difficile de sauvegarder l'ensemble de l'intégrité d'une image avec la multiplication des processus (et leur complexification) séparant la prise de vues de la diffusion. De plus, l'industrie n'épaule plus vraiment les créateurs tout au long de la chaîne (absence des techniciens de la CST dans les salles aujourd'hui afin d'uniformiser les projections cinématographiques, démultiplication exponentielle des process de développements numériques selon les caméras et workflows adoptés etc.). Il est du devoir des faiseurs d'images (chefs opérateurs/directeurs de la photographie en tête) de se responsabiliser en exigeant un contrôle intègre jusqu'à la diffusion en salle.



Malheureusement, les nouvelles générations ne semblent pas être formées à ce devoir de traçabilité et les commanditaires, en fiction comme dans l'industrie publicitaire, allègent leurs exigences.

- D'un autre côté, l'extrême légèreté des moyens d'éclairages (Leds) et de prises de vues (compacité des caméras malgré la course aux définitions et tailles de capteurs toujours plus importantes) permet des économies à toutes les étapes de la production. Nous relèverons ici l'ironie même de ces économies qui permettent, certes, la réalisation de projets qui n'auraient pu se monter il y a 10 ou 15 ans, mais qui servent aussi de prétexte aux commanditaires pour tailler considérablement les budgets de productions.

Aujourd'hui, par exemple, il est très courant de filmer à très grandes ouvertures sur des capteurs larges, ce qui provoque une réduction très importante de la profondeur de champs nette. Cette tendance provient-elle d'une mode liée à l'explosion des appareils photographiques 24/36 dans le marché des caméras, et donc l'émergence d'une esthétique "floue" ? Ou est-elle une parade maligne pour effacer les fonds de plan dans un flou complet afin d'économiser le décor ?

Seconde conclusion :

La révolution déjà amorcée, mais qui connaîtra ses plus grandes réformes d'ici les années à venir, autant sur le plan économique que sur le plan matériel, reste sans doute celle entreprise par les plateformes de streaming et la dématérialisation complète des médias de diffusion. Ainsi, les formats (des résolutions aux ratio, en passant par les framerates, durées et même échelles de production) connaîtront une mixité incroyable permettant à tous de redéfinir le champs de ses compétences en s'adaptant professionnellement et esthétiquement.

